



# La souveraineté alimentaire est la seule solution au chaos climatique pour l'Afrique

Par [Grain](#)

Mondialisation.ca, 31 juillet 2019

[Grain.org](#)

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Environnement](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

*Transformation du riz local dans une coopérative de femmes à Dioro, au Mali. Photo : FAO/Michela Paganini*

La convergence de la crise climatique et de la hausse des importations de produits alimentaires en Afrique mène tout droit à la catastrophe. À moins que des mesures ne soient prises pour mettre en place des systèmes alimentaires locaux et supprimer la dépendance croissante vis-à-vis des importations de céréales et d'autres aliments de base, l'Afrique connaîtra des répliques multiples et plus graves de la crise alimentaire de 2007-2008, qui avait provoqué des émeutes de la faim sur tout le continent. Les gouvernements africains et les bailleurs de fonds ont perdu les dix dernières années à mettre en œuvre des politiques et des programmes ratés qui visaient à soutenir les entreprises agro-industrielles, alors qu'ils ne faisaient pas grand-chose pour s'opposer efficacement aux entreprises qui se débarrassent de leurs excédents alimentaires et entraînent une augmentation des émissions mondiales de gaz à effet de serre et une destruction de la biodiversité. À présent, les mouvements pour la justice climatique et les producteurs alimentaires africains doivent unir leurs forces pour éliminer la dépendance vis-à-vis des importations de produits alimentaires et parvenir à la souveraineté alimentaire sur le continent pour faire face à la crise climatique.

Pour l'Afrique, la crise climatique est une crise alimentaire

Les prévisions concernant l'alimentation en Afrique au cours des prochaines décennies sont inquiétantes. Le continent aura besoin de plus de denrées alimentaires pour faire face à une population croissante qui, selon les Nations Unies, passera de 1,2 milliard à 1,7 milliard d'individus au cours de la prochaine décennie.<sup>[1]</sup> Mais, à mesure que la demande en produits alimentaires augmentera, les effets croissants du changement climatique rendront la production alimentaire plus difficile sur le continent. On estime que le réchauffement climatique pourrait entraîner une réduction de 10 à 20 % de la production alimentaire globale de l'Afrique.<sup>[2]</sup>

Si rien n'est fait pour inverser la tendance, les importations de produits alimentaires de l'Afrique vont monter en flèche. La Banque africaine de développement prévoit que les importations nettes de produits alimentaires de l'Afrique tripleront d'ici 2025, pour atteindre plus de 110 milliards de dollars.<sup>[3]</sup> Les Nations Unies prévoient que l'Afrique ne couvrira que 13 % de ses besoins alimentaires en 2050.<sup>[4]</sup>

Les pays africains sont déjà bien conscients de la vulnérabilité dans laquelle les laisse cette

dépendance à l'égard des importations de produits alimentaires. En 2007, une série de chocs climatiques en Asie a déclenché une cascade d'actions qui ont fait monter le prix du riz sur le marché international, avec des effets d'entraînement sur les autres céréales. L'Afrique, qui représente environ un tiers des importations mondiales de riz et de blé, a été durement touchée. La hausse des prix était trop lourde pour que des millions d'Africains puissent l'absorber et des émeutes de la faim ont éclaté sur tout le continent, de Ouagadougou au Caire, de Maputo à Abidjan et de Dakar à Nouakchott. À Nairobi, une manifestation contre la hausse des prix des produits alimentaires pour les denrées de base, appelée « révolution Unga » (révolution de la farine de maïs), a débuté en 2008 et s'est poursuivie jusqu'en 2011.[\[5\]](#)

Le changement climatique multipliera les flambées des prix mondiaux des produits alimentaires et fera monter les prix internationaux des denrées de base. Prenons l'exemple du maïs, l'un des produits agricoles les plus vendus dans le monde et un aliment de base important pour une grande partie de l'Afrique. Jusqu'à récemment, les rendements du maïs étaient relativement stables dans les principales régions productrices de maïs du monde et les réductions de rendement induites par le climat étaient rares. Mais, avec le réchauffement de la planète, les risques d'importantes pertes de récoltes augmentent, tout comme les risques que des pertes de récoltes interviennent simultanément dans les grandes régions exportatrices de maïs, telles que l'Amérique du Nord et le Cône Sud de l'Amérique latine. Des chercheurs du département des sciences de l'atmosphère des États-Unis estiment que la probabilité d'importantes pertes de production simultanées dans les grands pays exportateurs de maïs au cours d'une année donnée est pratiquement nulle dans les conditions climatiques actuelles, mais s'élève à 7 % avec un réchauffement de 2 °C et à 86 % avec un réchauffement de 4 °C.[\[6\]](#)

Si un ensemble de chocs météorologiques isolés et lointains ont suffi à provoquer des émeutes de la faim en 2007-2008, on peut imaginer à quoi cela pourrait ressembler dans les décennies à venir, si la crise climatique s'intensifiait et si des centaines de millions d'Africains supplémentaires dépendaient des importations de produits alimentaires de base. Il s'agit d'une crise en cours, à une échelle gigantesque, qui exige une action immédiate.

Un tel avenir n'est pas inéluctable. Des mesures complémentaires peuvent être prises à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique afin que ce continent ait la capacité de se nourrir lui-même dans les années à venir. Oui, la crise climatique rendra et rend déjà plus difficile la production alimentaire sur le continent et augmentera la fréquence et la gravité des chocs climatiques tels que les inondations et les sécheresses. Mais l'ampleur de ces impacts peut être considérablement atténuée si l'on réduit de manière rapide et drastique les émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) dans les principaux pays polluants. Ces réductions nécessiteront une profonde transformation du système alimentaire mondial, en passant d'un modèle favorisant la production industrialisée de produits bon marché, transformés et expédiés vers l'Afrique et d'autres parties du monde, à un modèle basé sur une production agroécologique et des systèmes alimentaires locaux. En ce sens, les agriculteurs, les pêcheurs et les éleveurs nomades africains sont un exemple à suivre pour le reste du monde. Ils utilisent déjà des méthodes agroécologiques pour atténuer et renforcer la résilience face aux phénomènes climatiques extrêmes. Et ils sont plus que capables de nourrir tout le continent, même face aux crises climatiques croissantes. Ce dont ils ont besoin, c'est d'un accès suffisant à des terres adéquates, de l'eau, des stocks halieutiques et des semences, ainsi qu'à des politiques et des programmes qui les aident et permettent d'acheminer les produits alimentaires là où ils sont nécessaires. Cela semble simple, mais

ce sont justement ces mesures de base pour la souveraineté alimentaire qui ne sont pas mises en œuvre.

### Encadré 1: Quel impact le changement climatique aura-t-il sur l'agriculture africaine?

Les modèles climatiques ne sont toujours pas en mesure de fournir une image détaillée des impacts que le changement climatique aura sur l'agriculture africaine. Les dernières études scientifiques concordent toutefois pour dire que la hausse des températures, les conditions météorologiques irrégulières, les changements dans les régimes de précipitations et l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes auront un impact négatif sur la production alimentaire dans la plus grande partie du continent. Les scientifiques s'accordent également à dire que la production alimentaire africaine est particulièrement menacée en raison de la prédominance des systèmes d'agriculture pluviale et d'élevage pastoral, qui sont extrêmement vulnérables à la variabilité des précipitations et aux vagues de chaleur générées par le changement climatique. Ils prévoient que le changement climatique entraînera des saisons de croissance plus courtes, une fertilité des sols réduite, de nouvelles pressions dues aux parasites et aux maladies, des rendements plus faibles des cultures et de la productivité animale, ainsi qu'une réduction de la superficie des terres agricoles et des pâturages dans de vastes régions d'Afrique. Ils s'accordent également sur le fait que la production alimentaire sera plus fréquemment et défavorablement affectée par les phénomènes météorologiques extrêmes.

Ces impacts sont déjà évidents avec les inondations et les cyclones de cette année au Malawi, au Mozambique et au Zimbabwe ou avec la sécheresse qui a débuté en Somalie et au Somaliland en juin de cette année.<sup>[1]</sup> Comme l'a noté La Via Campesina en Afrique australe et orientale : « Alors que la discussion sur les changements climatiques au niveau mondial tourne souvent autour de prédictions sur les conséquences futures et la menace perçue d'un développement des migrations, les effets sont déjà fortement subis au quotidien par les paysans africains, les femmes rurales, les peuples sans terre et les communautés indigènes, qui ressentent les impacts du changement climatique tous les jours. »<sup>[2]</sup>

[1] Pour plus d'informations :<http://www.fao.org/3/I9553FR/i9553fr.pdf>;  
<https://www.coordinationsud.org/wp-content/uploads/Innovations-agro-cologiques-Afrique-FR-VDebray-20151.pdf> ;  
[https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/WGIIAR5-Chap22\\_FINAL.pdf](https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/WGIIAR5-Chap22_FINAL.pdf); Laura Pereira, « Climate Change Impacts on Agriculture across Africa », Oxford Environmental Science, mars 2017 :  
<https://oxfordre.com/environmentalscience/view/10.1093/acrefore/9780199389414.001.0001/acrefore-9780199389414-e-292>


[2] Cette citation est légèrement modifiée par rapport à l'original dans LVC-SEAF et Afrika Kontakt, « L'agroécologie paysanne réalise la justice climatique : un guide d'introduction », mai 2018 :  
[https://viacampesina.org/en/wp-content/uploads/sites/2/2018/05/primer\\_french\\_print.pdf](https://viacampesina.org/en/wp-content/uploads/sites/2/2018/05/primer_french_print.pdf)

L'autosuffisance alimentaire revient à l'ordre du jour

La dépendance de l'Afrique vis-à-vis des importations de produits alimentaires est un phénomène récent. Dans les années 1980, sous la pression des anciennes puissances coloniales et des agences de prêt multilatérales, les gouvernements africains ont abandonné les systèmes agricoles et alimentaires locaux, ouvert la porte aux importations

massives et aux livraisons d'aide humanitaire de céréales et autres denrées de base, et alloué le reste des aides publiques à l'exportation de quelques cultures de rapport (coton, café, cacao, huile de palme, caoutchouc, etc.). C'est ainsi que, entre 1980 et 2007, la production alimentaire de l'Afrique n'a pas suivi la croissance démographique et son déficit alimentaire a augmenté en moyenne de 3,4 % par an. Au cours de cette période, le solde des exportations et des importations de produits agricoles de l'Afrique est passé d'une situation à l'équilibre à un déficit de 22 milliards USD.[7]

Il est important d'être conscient du fait que la majorité de ces importations alimentaires concerne des aliments de base, en particulier des céréales telles que le riz, le maïs et le blé, ainsi que des produits laitiers et de la viande, ce qui signifie qu'une grande partie de l'Afrique est désormais fortement tributaire des importations (et/ou de l'aide alimentaire) pour sa sécurité alimentaire.[8] De plus, au tournant du siècle, on considérait que plus du quart de la population africaine souffrait de faim chronique.[9]

 *Évolution des importations et des exportations de denrées alimentaires de l'Afrique. Source : FAOSTAT, 2011.*

Disponible sur <http://www.fao.org/3/a-i2497e.pdf> Les chefs d'État africains se sont réunis en 2003 dans un premier effort pour tenter de surmonter cette situation intolérable. Ils ont lancé un Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) et se sont engagés à investir 10 % de leur budget national dans l'agriculture et le développement rural.[10] Mais ces engagements sur le papier ne se sont pas traduits (ni à l'époque ni à ce jour) en beaucoup d'actions concrètes.[11] Puis est venue la crise alimentaire mondiale de 2007-2008. Suite aux émeutes entraînées par les prix des denrées alimentaires, les gouvernements africains ont à nouveau promis des mesures urgentes pour accroître les disponibilités alimentaires et la production nationale, certains promettant même de revenir aux années d'autosuffisance alimentaire d'antan.[12]

Au lendemain de cette crise alimentaire, plusieurs initiatives majeures visant à accroître la production alimentaire nationale ont été lancées en Afrique, la plupart étant étroitement coordonnées avec des bailleurs de fonds étrangers et des agences multilatérales. Certaines de ces initiatives sont à l'échelle du continent, comme la Nouvelle Alliance du G8 pour la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique ou la stratégie « Nourrir l'Afrique » de la Banque africaine de développement. D'autres sont régionales, comme « l'Offensive Riz » de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ou nationales, comme la Grande offensive agricole pour la nourriture et l'abondance (GOANA) lancée par l'ancien président du Sénégal, Abdoulaye Wade. Certains gouvernements africains, pour limiter les importations de produits alimentaires et soutenir la production nationale, ont également adopté des mesures qui n'existaient pas avant la crise, telles que des réserves alimentaires, des droits d'importation ciblés, des quotas, un contrôle des changes et même l'interdiction de certains produits alimentaires.

Tableau 1. Quelques mesures adoptées par les gouvernements africains en vue de restreindre le commerce des produits alimentaires

Pays/Agence	Mesure	Année
ECOWAS	Système régional de réserves visant la sécurité alimentaire en Afrique	2013
Zambie	Interdiction d'importer certains fruits et légumes	2017
Egypte	Interdiction d'exporter du riz	2008, 2017
Burkina Faso	Arrêté du 31/01/2017 portant achat des produits alimentaires locaux par les structures étatiques dans le cadre de leur approvisionnement	2017
Tanzanie	Suspension des importations de riz	2018
Nigeria	Interdiction d'accès aux devises étrangères pour les importations de riz	2015

Mais, malgré les dénominations ronflantes de ces différentes initiatives, la plupart n'ont pas été à la hauteur de leurs ambitions. La production a progressé, mais les importations de céréales et d'autres produits alimentaires de base continuent d'augmenter dans de nombreux pays africains. Le problème tient en partie au fait que ces initiatives n'ont pas été accompagnées de suffisamment de mesures pour protéger la production locale du dumping des importations bon marché. La plupart des mesures étaient soit temporaires, ouvrant la porte aux abus des gros négociants et des contrebandiers, ou simplement trop faibles et bénéficiant de moyens trop insuffisants pour faire la différence. En outre, de nombreux gouvernements africains ont signé et/ou négocient des accords commerciaux qui rendent beaucoup plus difficile l'application de restrictions et de protections contre l'importation de denrées alimentaires pour les producteurs de produits alimentaires locaux, notamment la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLEC) récemment signée.[\[13\]](#)

#### Encadré 2: Le climat, l'alimentation et la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLEC)

La priorité centrale et directrice de la ZLEC est de créer un marché unique, totalement libéralisé, pour les biens et services en Afrique.[\[1\]](#) Le texte de l'accord, officiellement adopté en mars 2018, engage tous les pays membres dans un processus de libéralisation rapide, approfondi et complet, ne laissant qu'un faible délai aux pays pour exclure les produits sensibles ou retarder leur libéralisation des tarifs douaniers.[\[2\]](#)

Aucun traitement spécial n'est prévu pour les produits agricoles et les denrées alimentaires, malgré l'importance cruciale du secteur alimentaire et agricole pour l'Afrique. Aucune mention n'est faite du changement climatique non plus, malgré l'énorme incidence qu'il aura sur l'Afrique dans les décennies à venir. Au contraire, la ZLEC restreint drastiquement les mesures commerciales et les programmes nationaux que les gouvernements peuvent mettre en œuvre pour protéger leurs systèmes alimentaires locaux et pour lutter contre le changement climatique. D'autre part, le texte de l'accord contient un article spécifique qui consacre les « Arrangements/zones économiques spéciaux », dans lequel les sociétés sont libérées des obligations fiscales et des autres lois et réglementations nationales (lois foncières, droit du travail, etc.).

D'autres avantages pour le secteur de l'agro-industrie seront à l'ordre du jour lors de la Phase II des négociations, lorsqu'un chapitre sur les droits de propriété intellectuelle sera négocié et traitera des semences. La tendance dans les accords commerciaux néolibéraux est d'harmoniser « à la hausse » avec les normes internationales sur les brevets et les droits d'obtention végétale qui criminalisent les agriculteurs qui conservent des semences, et ne permettent pas la diversité et les alternatives (qui, comme les programmes de soutien aux petits agriculteurs, nécessitent des programmes nationaux énergiques). Par conséquent, lors de la deuxième phase de négociations

prévue, la ZLEC imposera probablement aux gouvernements l'obligation de mettre en œuvre une législation stricte en matière de brevets et de droits des obtenteurs sur les semences, sur le modèle de l'UPOV.

L'accent mis par la ZLEC sur la libéralisation et les privilèges des entreprises sape et préempte les politiques et programmes nationaux susceptibles de renforcer les petits producteurs de denrées alimentaires, les commerçants informels et les vendeurs de cuisine de rue qui sont actuellement les principaux acteurs des systèmes alimentaires africains. Cela entraînera inévitablement une plus grande concentration du pouvoir au sein du secteur formel de l'agro-industrie et de l'industrie alimentaire, qui est dominé par des sociétés étrangères et par une poignée de sociétés africaines nationales et multinationales. Cela se produit déjà dans les cadres commerciaux existants et l'aggravation de la libéralisation dans le cadre de la ZLEC ne fera qu'empirer les choses. Comme le dit simplement le Dr Ndongo Samba Sylla de la Fondation Rosa Luxembourg au Sénégal : « L'agriculture, généralement, n'est pas un secteur qu'il faut libéraliser. »<sup>[3]</sup>

[1] Le texte de la ZLEC est disponible sur :

<https://www.bilaterals.org/?zlec-texte-consolide-mars-2018>

[2] Pour plus d'informations, voir Jonathan Cannard, « The African Continental Free Trade Agreement : Loss of sovereignty, lack of transparency », AIDC, 27 mai, 2019 :

<http://aidc.org.za/the-african-continental-free-trade-agreement-loss-of-sovereignty-lack-of-transparency/> ; Peter Lunenburg, « 'Phase 1B' of the African Continental Free Trade Area (AfCFTA) negotiations », South Centre, juin 2019 :

[https://www.southcentre.int/wp-content/uploads/2019/06/PB63\\_Phase-1B-of-the-AfCFTA-negotiations\\_EN-1.pdf](https://www.southcentre.int/wp-content/uploads/2019/06/PB63_Phase-1B-of-the-AfCFTA-negotiations_EN-1.pdf)

[3] Bilaterals.org, « Interview de Ndongo Samba Sylla », mars 2018 :

<https://www.bilaterals.org/?interview-de-ndongo-samba-sylla&lang=fr>

## Le modèle de la grande entreprise s'effondre

L'autre inconvénient majeur de ces initiatives qui ont suivi la crise alimentaire est la place privilégiée qu'elles accordent aux grandes entreprises. Au cours des dix dernières années, les gouvernements africains, à la demande de bailleurs de fonds extérieurs, ont modifié leurs lois et leurs réglementations, accordé des allègements fiscaux, distribué des terres et de l'argent et créé des zones économiques spéciales dans l'espoir d'attirer les investissements des sociétés agro-industrielles. Mais dix ans plus tard, il est clair que cette stratégie n'a pas fonctionné. L'investissement privé promis en contrepartie de ces politiques et de ces cadeaux, qu'il s'agisse de projets d'agriculture contractuelle ou de sélection végétale, ne s'est pas matérialisé ou s'est soldé par un échec retentissant.<sup>[14]</sup>

Prenons le cas du riz. Le riz n'est pas une culture de base traditionnelle pour la majeure partie du continent, mais l'urbanisation et les importations à bas prix en provenance d'Asie et des États-Unis ont contribué à une augmentation galopante de la consommation à travers le continent au cours des 50 dernières années. La production n'est pas parvenue à suivre la consommation et, aujourd'hui, l'Afrique importe environ la moitié de ce qu'elle consomme et dépense environ 3,5 milliards de dollars par an en importations de riz.

Avec la flambée des prix du riz en 2007-2008, la classe politique africaine n'avait guère d'autre choix que de prendre des mesures pour réduire la facture des importations. Mais tous les efforts susceptibles de favoriser la production locale par rapport aux importations se sont heurtés aux intérêts du puissant cartel des sociétés transnationales de négoce et des élites commerciales locales qui contrôlent le commerce lucratif du riz en Afrique. Ainsi,

plutôt que de faire face à ces forces, de nombreux gouvernements africains ont plutôt choisi de les associer à leurs stratégies pour relancer la production nationale de riz.

### Encadré 3: Les cartels du riz compromettent les efforts de production locaux au Nigeria et en Côte d'Ivoire

Le gouvernement nigérian a imposé un droit de douane de 110 % sur les importations de riz en 2013 afin d'encourager la production nationale. Mais il a offert aux sociétés commerciales des quotas assortis de droits de douane beaucoup plus bas s'ils pouvaient montrer qu'ils investissaient dans la production de riz locale. Résultat : les enquêtes menées par le Sénat nigérian ont révélé que les plus grandes sociétés commerciales ont menti au sujet de leurs investissements ou dépassé les quotas alloués, ce qui s'est traduit par une perte de plus de 160 millions USD pour le gouvernement nigérian en 2014, année de la mise en œuvre du programme.[1] Lorsque le gouvernement a ensuite supprimé les différentiels commerciaux et mis en place un contrôle des changes pour bloquer davantage les importations, les négociants ont redirigé leurs transports vers le port de Cotonou, au Bénin, et le riz a été introduit clandestinement au Nigeria.[2]

Ces négociants qui investissent dans la production de riz au Nigeria ont en fait principalement investi dans les vastes exploitations rizicoles qui leur appartiennent. C'est le cas de la société alimentaire multinationale Olam, basée à Singapour, qui met en place actuellement la plus grande exploitation rizicole d'Afrique sur une concession de 10 000 ha dans l'État de Nasarawa.[3] Olam est l'une des sociétés qui ont enfreint le système de réduction des tarifs douaniers du gouvernement nigérian en dépassant largement le quota qui lui avait été attribué. Elle a ainsi privé l'État d'environ 25 millions USD.

Olam s'était également engagée à investir plusieurs millions de dollars dans le secteur du riz en Côte d'Ivoire à la suite de la crise des prix du riz en 2007-2008, aux côtés de plusieurs autres grands négociants en riz.[4] L'investissement promis par Olam ne s'est jamais concrétisé, pas plus que les accords visant à créer des rizeries, de grandes exploitations rizicoles et des opérations de culture sous contrat conclues entre le gouvernement et cinq autres multinationales du négoce des céréales dans le cadre de la coopération du pays avec la Nouvelle Alliance du G8.[5] Tous ces projets ont échoué, notamment un projet de grande envergure de 100 000 ha avec l'un des plus grands négociants en céréales au monde, le français Louis Dreyfus.[6] Dans le même temps, les importations de riz en Côte d'Ivoire ont continué à augmenter - atteignant un record en 2018 et représentant plus de la moitié de l'approvisionnement en riz du pays - et Louis Dreyfus continue de dominer le marché des importations.[7]

[1] <https://nass.gov.ng/document/download/9513>

[2]

<https://www.premiumtimesng.com/news/headlines/195509-investigation-inside-the-massive-fraud-in-nigerias-n117billion-rice-import-quota-scheme.html> ;

<https://shipsandports.com.ng/rice-import-ban-three-years/>

[3] Les programmes de riziculture sous contrat d'Olam avec des agriculteurs nigériens ont donné de piètres résultats, malgré le soutien important de l'USAID et du FIDA de l'ONU. Voir

[https://ageconsearch.umn.edu/record/245894/files/Revised\\_OLAM\\_Report\\_June\\_jms3.pdf](https://ageconsearch.umn.edu/record/245894/files/Revised_OLAM_Report_June_jms3.pdf)

[4] [https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/afdc84804b5f0477bc28fd08bc54e20b/GAFSP\\_CountryDiagnostic\\_COTE+D%E2%80%99IVOIRE\\_Full.pdf?MOD=AJPERES](https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/afdc84804b5f0477bc28fd08bc54e20b/GAFSP_CountryDiagnostic_COTE+D%E2%80%99IVOIRE_Full.pdf?MOD=AJPERES)

[5] GRAIN, « Le G8 et l'accaparement des terres en Afrique », 11 mars 2013 :

<https://grain.org/e/4664>

[6] Voir Inades Formation, « Étude sur le partenariat public-privé dans le secteur agricole en Côte d'Ivoire : le cas de la filière riz, dans le cadre de la Nouvelle alliance pour la

sécurité alimentaire et la nutrition en Côte d'Ivoire », 2016 : [http://publications.inadesformation.net/download.php?f=.%2Fupload%2Fdoc%2Finades\\_doc\\_306\\_zzQzWLzx.pdf](http://publications.inadesformation.net/download.php?f=.%2Fupload%2Fdoc%2Finades_doc_306_zzQzWLzx.pdf) ; et GRAIN, « L'échec des transactions foncières dans l'agriculture laisse des séquelles de plus en plus désastreuses et pénibles », 6 juin 2018, <https://grain.org/e/5960>

[7] <http://www.ins.ci/n/templates/docss/ancomext.pdf>

Ces stratégies de réduction des droits de douane pour les entreprises investissant dans la production de riz locale n'ont pas eu grand effet sur les importations et ont abouti à une longue liste de projets industriels de culture du riz qui ont échoué dans toute l'Afrique ces dernières années. Ces projets se sont traduits par le gaspillage de millions de dollars d'argent public et ont privé les agriculteurs africains de terres et d'eau nécessaires à la production de denrées alimentaires. Ils ont fragilisé plutôt que favorisé les engagements des gouvernements africains de réduire les déficits en riz.[15]

Le Mali est le seul pays d'Afrique occidentale qui a atteint ses objectifs d'autosuffisance en riz, mais cela s'est fait en dépit des actions des grandes entreprises. Tous les projets d'exploitation rizicole des entreprises annoncés au Mali après la crise alimentaire de 2007-2008 ont échoué.[16] La voie du Mali vers l'autosuffisance n'a été atteinte que grâce à la lutte politique et au dur labeur de ses petits producteurs de riz. Ils ont mis à profit la crise du riz de 2007-2008 pour mettre en place une plate-forme nationale sur le riz dirigée par des riziculteurs, qui a ensuite amené le gouvernement à prendre des mesures pour limiter les importations et aider les agriculteurs à accroître leur production de riz, principalement en assurant l'accès des petits producteurs aux terres et à l'eau et en obligeant le gouvernement à acheter du riz local pour ses réserves nationales de riz. Les riziculteurs se sont également associés aux petites minoteries, aux négociants, aux transporteurs et aux autres acteurs impliqués dans les marchés locaux du riz pour informer les consommateurs des avantages du riz local et ils ont mené une bataille constante pour empêcher les grandes sociétés commerciales de rouvrir les portes aux importations.[17]



Une paysanne-vendeuse dans un petit marché de produits locaux près de la ville de Kumasi dans le Nord-Ouest d'Accra, la capitale du Ghana. Photo : GRAIN L'Égypte est un autre pays africain autosuffisant en riz, mais depuis beaucoup plus longtemps. Au moment de la crise des prix du riz en 2007-2008, l'Égypte exportait en fait des volumes importants. Une grande partie de la récolte de riz du pays est achetée dans le cadre du programme national de subventions alimentaires, qui fournit des aliments de base à prix réduit à près des deux tiers des ménages du pays. Lorsque les prix internationaux des denrées alimentaires ont grimpé en 2007-2008, le prix du pain a monté en flèche, car l'Égypte est l'un des principaux importateurs de blé au monde. Mais le gouvernement a été en mesure de compenser partiellement cette hausse du prix du pain en bloquant les exportations de riz et en maintenant l'approvisionnement de sa population avec un riz local abordable, malgré les efforts déployés par les négociants en céréales pour maintenir l'ouverture de leurs filières d'exportation.[18]

Ce qui apparaît clairement dans cette affaire d'autosuffisance en riz de l'Égypte et du Mali, c'est le rôle marginal des grandes entreprises agro-industrielles et alimentaires. Les principaux acteurs sont ici les petits exploitants et, dans le cas du Mali, un vaste réseau de petits commerçants et détaillants, ou, dans le cas de l'Égypte, un système d'achat et de



distribution par l'État. Dans les deux cas, les gouvernements ont également réglementé le commerce, et les grandes entreprises n'ont pas réussi à dicter le programme de la politique rizicole.[\[19\]](#) Cela montre que l'on peut arriver à l'autosuffisance alimentaire grâce au soutien du gouvernement à la production locale, et non pas grâce aux entreprises agro-industrielles et au commerce international.

Ce sont des solutions simples et peu coûteuses qui permettent aux gouvernements africains de soutenir leurs producteurs de denrées alimentaires, pour les aider à fournir aux populations des aliments de haute qualité, cultivés localement, sans avoir à dépendre de bailleurs de fonds étrangers. Pourtant, la plupart des gouvernements africains restent entièrement axés sur le soutien aux sociétés agro-industrielles. Non seulement ils fournissent à ces sociétés des incitations fiscales et des réglementations et politiques favorables aux entreprises, mais ils leur donnent même les terres les plus fertiles et les ressources en eau les plus importantes de leurs pays.

Il est incroyable que, face à la crise climatique et à l'explosion démographique, les gouvernements africains aient, au cours des dix dernières années, cédé plus de 10 millions d'hectares de terres fertiles à des sociétés étrangères pour la production d'aliments destinés à l'exportation. Dans la majorité des cas, ces accaparements de terres à grande échelle ont été entrepris sans consulter les communautés rurales qui y vivent et les ont privées de l'accès dont elles ont besoin, maintenant et à l'avenir, à la terre, aux forêts et aux ressources en eau pour nourrir leurs populations et approvisionner les marchés locaux.[\[20\]](#)

Les semences industrielles ne peuvent remédier au changement climatique

En ce qui concerne les semences, les gouvernements africains ont également passé les vingt dernières années à se plier aux exigences des grandes sociétés semencières afin de rendre leurs lois et réglementations favorables aux entreprises, sous la forte pression de la Banque mondiale, de gouvernements étrangers et de grands donateurs comme la Fondation Bill & Melinda Gates. La justification a toujours été que de tels changements attireraient sur le continent des investissements privés dans la sélection végétale et fourniraient aux agriculteurs des variétés améliorées. Mais ces investissements n'arrivent pas. À l'inverse, le nombre des obtenteurs officiels est en baisse, même sur certains des marchés semenciers les plus importants d'Afrique, et la grande majorité des obtenteurs d'Afrique travaillent toujours dans le secteur public. De plus, le secteur privé est presque exclusivement focalisé sur l'obtention de végétaux destinés à des cultures hybrides très rentables comme le maïs, et il n'est guère présent dans le domaine des cultures vivrières traditionnelles importantes qui résistent mieux au changement climatique, comme le millet.[\[21\]](#) Entre-temps, les modifications juridiques et réglementaires que les gouvernements ont mises en place pour les sociétés semencières ont affecté et même criminalisé les systèmes de semences paysannes dynamiques et innovants de l'Afrique, qui continuent de représenter 80 % de l'offre de semences en Afrique.[\[22\]](#)

Le Malawi offre un retour d'expérience douloureux sur la raison pour laquelle les programmes visant à développer la production alimentaire locale avec des semences industrielles ne fonctionnent pas. Il y a un peu plus de dix ans, le Malawi a lancé un programme national de distribution de semences de maïs et d'engrais subventionnés à ses agriculteurs. Dans un premier temps, le programme a privilégié des variétés créées par des scientifiques du pays. Mais bientôt, après de nombreuses pressions exercées par le gouvernement américain et la Banque mondiale, le programme a mis en avant le maïs

hybride vendu par Monsanto et la Seed Co., une société du Zimbabwe. Dès son arrivée dans le pays, Monsanto a commencé par racheter la société semencière nationale qui avait mis au point des variétés de maïs hybrides et à pollinisation libre, adaptées aux systèmes agroécologiques locaux. Monsanto a retiré les variétés locales de la circulation et les a remplacées par ses propres variétés brevetées, même si certaines des variétés locales étaient beaucoup plus productives que les siennes. Au fil des années, Monsanto et les sociétés qui importent et distribuent des engrais chimiques sont devenus les principaux bénéficiaires du programme gouvernemental de subventions aux semences et aux engrais. Avec Monsanto à la manœuvre, les rendements en maïs hybride ont diminué, les sols se sont épuisés et, au cours des périodes de sécheresse et d'inondation de 2015-2016, les cultures de maïs ont été presque entièrement détruites. Dans de nombreux endroits au Malawi, les agriculteurs reviennent maintenant aux variétés de semences locales, font du compostage et réintroduisent les cultures traditionnelles qui avaient été délaissées par les programmes de subventions, telles que les légumineuses qui renforcent la fertilité du sol et les cultures résistantes telles que le manioc et le millet.[23]

Une stratégie pour les systèmes alimentaires africains en période de crise climatique



De l'herbe de fourrage brûlée à cause d'une sécheresse persistante dans le district de Nakasongola, au centre de l'Ouganda. Photo : Robert Guloba/PELUM Uganda Toute politique ou tout programme susceptible de combattre efficacement la double crise alimentaire et climatique qui touche l'Afrique doit se concentrer sur les principaux acteurs du système alimentaire africain. Les producteurs de denrées alimentaires en Afrique (petits agriculteurs, pêcheurs et éleveurs nomades) et les marchés locaux continuent de fournir 80 % de la nourriture produite et consommée sur le continent.[24] L'approvisionnement alimentaire de l'Afrique repose principalement sur les connaissances, les semences, les animaux, les sols et la biodiversité locale, qui sont préservés par les petits producteurs africains. Et le nombre croissant de consommateurs urbains en Afrique dépend des petits commerçants et des vendeurs de « cuisine de rue » pour avoir accès à cette alimentation.[25] Il est essentiel de noter que la grande majorité de ces acteurs, dans les systèmes alimentaires africains, sont des femmes.

Les systèmes alimentaires africains, basés en grande partie sur des pratiques agroécologiques et des circuits courts, sont sans égal en matière de systèmes verts, à faibles émissions et résilients, et ils offrent des régimes alimentaires parmi les plus sains de la planète.[26] Malgré un environnement politique conçu pour les écraser, les systèmes alimentaires de l'Afrique constituent également le moteur économique du continent et apportent plus de moyens de subsistance, d'emplois et de revenus que tout autre secteur. Les importations de produits alimentaires, en revanche, imposent une énorme ponction financière dans les rares réserves de devises de l'Afrique (qui, il faut bien le dire, sont générées en grande partie par la vente de combustibles fossiles).[27]

Ce sont les systèmes alimentaires locaux de l'Afrique qui nourrissent le continent aujourd'hui et ce sont eux qui peuvent le nourrir à l'avenir. La crise climatique fera peser une menace de plus en plus importante sur ces systèmes, en particulier si les émissions mondiales de gaz à effet de serre dans d'autres régions du monde ne sont pas sérieusement réduites. Les producteurs africains de denrées alimentaires devront continuer d'adapter leurs pratiques et leurs connaissances pour faire face à un climat changeant et imprévisible. Les marchés locaux devront intégrer des réserves d'urgence et d'autres mesures pour

garantir l'accès des populations à l'alimentation et aux moyens de subsistance lors d'événements météorologiques extrêmes tels que les inondations et les sécheresses. Ce sont des questions difficiles, mais pas insurmontables, et de nombreuses initiatives enthousiasmantes sont déjà mises en œuvre sur tout le continent pour se préparer au changement climatique.[\[28\]](#)

Il est important d'admettre que la crise climatique nécessite des approches d'adaptation qui favorisent les systèmes alimentaires africains et soient dirigées par les petits producteurs africains, et non des approches qui dépendent fortement des intrants chimiques et des semences vendues par les multinationales, telles que celles qui sont qualifiées d'« intelligentes faces au climat » et promues par des programmes comme l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA). (Voir encadré : La farce de l'agriculture intelligente face au climat).

#### Encadré 4: La farce de l'agriculture intelligente face au climat

L'agriculture intelligente face au climat (CSA) est devenue l'un des nouveaux slogans des gouvernements, des institutions et des entreprises lorsqu'elles discutent des orientations que devrait adopter l'agriculture en cette période de crise climatique. La Banque mondiale, la FAO, le GCRAI et d'autres institutions ont tous mis en place des départements spéciaux pour traiter la question et des sites web pour informer le public. Ces organismes, ainsi que des gouvernements, des ONG et le secteur privé, ont formé l'Alliance mondiale pour l'agriculture intelligente face au climat en 2015. L'industrie des engrais a joué un rôle central dans le lancement de l'Alliance et a tenté de capter à son profit l'enthousiasme croissant pour l'agroécologie. Sur les 29 membres fondateurs non gouvernementaux de l'Alliance, on trouvait trois groupes de pression de l'industrie des engrais, deux des plus grands producteurs mondiaux d'engrais (le norvégien Yara et l'Américain Mosaic) et une poignée d'organisations travaillant directement avec les producteurs d'engrais sur des programmes consacrés au changement climatique.[\[1\]](#) À l'origine, 60 % des membres de l'Alliance faisant partie du secteur privé étaient issus de l'industrie des engrais et ils occupent toujours une place centrale dans sa gestion et la définition des priorités.[\[2\]](#)

Mais chacun semble avoir sa propre idée sur ce que veut dire l'agriculture intelligente face au climat. Les Nations Unies et la Banque mondiale voient un triple avantage dans l'agriculture intelligente face au climat : l'augmentation de la productivité, l'amélioration de la résilience et la réduction des émissions provenant de l'agriculture. Tout cela sous-tend la notion d'« intensification durable » préconisée par les fabricants d'engrais comme Yara ou les producteurs de pesticides et de semences comme Syngenta et Bayer/Monsanto.

Le flou conceptuel et pratique du concept permet à chacun de faire ses propres interprétations et d'éviter des problèmes épineux tels que les déséquilibres des forces, les impacts socio-économiques et les inégalités entre hommes et femmes.

De fait, si l'on examine la littérature scientifique dominante sur l'agriculture intelligente face au climat, la plupart des travaux sont extrêmement orientés vers les processus de production à la ferme et ignorent l'ampleur des émissions produites par le système alimentaire industriel du champ à l'assiette. Les profils de pays élaborés par le GCRAI et la Banque mondiale, qui fournissent des fiches d'évaluation en matière d'intelligence face au climat pour différents pays, sont très révélateurs dans ce contexte.[\[3\]](#) Ils placent les immenses plantations de soja d'Argentine parmi les cultures intelligentes face

au climat, applaudissent les agriculteurs africains qui utilisent des semences améliorées et des engrais chimiques contrôlés et leur offrent un « niveau d'intelligence » élevé, sans toutefois analyser les pratiques agricoles autochtones et les menaces auxquelles elles sont confrontées. Le Plan d'action sur le changement climatique 2016-2020 de la Banque mondiale prévoit des plans d'investissement pour une agriculture intelligente face au climat dans au moins 40 pays « avec un accent particulier sur les semences hybrides et les pratiques de captage du carbone, les programmes d'irrigation à haute efficacité/faible consommation d'énergie, la productivité de l'élevage, les solutions énergétiques pour l'agro-industrie et l'intégration de la gestion des risques. »[4]

Engluée dans ces discours et ces plans d'affaires, l'agriculture intelligente face au climat ne va pas nous mener dans la direction dont nous avons besoin. Nous avons besoin d'une approche basée sur l'agroécologie qui améliore les réserves de carbone et la fertilité des sols, combinée à des politiques de soutien aux petits agriculteurs et à leurs cultures, des marchés locaux et la fin du dumping des produits alimentaires en Afrique.

[1] CIDSE, « Climate-smart revolution ... or green washing 2.0 ? », mai 2015 : <http://www.cidse.org/publications/just-food/food-and-climate/climate-smart-revolution-or-a-new-era-of-green-washing-2.html>

[2] Pour en savoir plus sur les origines de « l'agriculture intelligente face au climat », voir GRAIN, « Les Exxon de l'agriculture », 30 septembre 2015, <https://www.grain.org/fr/article/5271-les-exxon-de-l-agriculture>

[3] Voir GCRAI/Banque mondiale/USAID : CSA Country Profiles : <https://ccafs.cgiar.org/publications/csa-country-profiles>

[4] Groupe de la Banque mondiale, Plan d'action sur le changement climatique 2016-2020. Washington 2016.

Il est également crucial d'admettre que l'adaptation est une question secondaire. Elle ne justifie pas l'attention démesurée qu'elle suscite dans les cercles gouvernementaux lorsque le changement climatique et les systèmes alimentaires de l'Afrique sont à l'ordre du jour. La meilleure manière, et la plus efficace, pour protéger les systèmes alimentaires africains du réchauffement climatique consiste à réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre. Étant donné que l'Afrique, dans son ensemble, contribue à moins de 4 % des émissions mondiales, c'est évidemment quelque chose qui doit se produire en dehors du continent.[29] Et, étant donné que le système alimentaire industriel est à l'origine de près de la moitié du total des émissions mondiales et constitue la principale cause de l'effondrement des espèces, de la déforestation et de la destruction des habitats dans le monde, cette réduction doit s'accompagner d'une transformation en profondeur du système alimentaire mondial.[30]

Une action climatique significative dans les pays industrialisés doit se traduire par la fin de la production excédentaire de denrées alimentaires vendues à perte en Afrique. Une action climatique significative en Afrique doit se traduire par la fin de l'importation de ces denrées alimentaires excédentaires. Les deux actions vont de pair ; la solution dans le Nord comme dans le Sud est la souveraineté alimentaire.

C'est la vérité dérangeante qui est toujours passée sous silence dans les débats gouvernementaux et les processus politiques de haut niveau. Dans le rapport de cette année du groupe de travail de la Commission européenne sur l'Afrique rurale, par exemple, de nombreuses discussions ont eu lieu sur la manière d'aider les agriculteurs africains à s'adapter au changement climatique, mais aucune mention n'est faite de la façon dont les

exportations et les émissions de gaz à effet de serre du système alimentaire européen nuisent à la production alimentaire de l'Afrique et à sa capacité à faire face à la crise climatique (voir encadré : Le cas des produits laitiers).[31] Il est politiquement plus facile de dire aux petits agriculteurs africains ce qu'il faut faire (« pas d'agriculture itinérante », « utilisez des semences génétiquement modifiées intelligentes face au climat ») plutôt que de lutter contre les émissions massivement produites par les grandes sociétés agro-industrielles et agroalimentaires dans son propre pays.

#### Encadré 5: Le cas des produits laitiers

Vingt sociétés laitières basées en Europe, en Amérique du Nord, en Asie et en Nouvelle-Zélande transforment 25 % du total du lait produit dans le monde et dominent le commerce mondial des produits laitiers.[1] Ensemble, ces entreprises sont responsables de plus d'émissions annuelles de GES que le Nigeria, la plus grande économie d'Afrique.[2]

Beaucoup de ces sociétés sont basées en Europe, qui produit plus de produits laitiers que n'importe quel pays du monde (environ 30 % du total mondial). Au cours des dix dernières années, au lieu de réduire la production laitière conformément aux engagements pris par l'Europe de réduire ses émissions excessives de gaz à effet de serre, les sociétés laitières européennes ont accru leur production. Comme la consommation stagne en Europe, une part croissante de cette production est exportée sous forme de lait en poudre.

L'Afrique est devenue le principal lieu de dumping pour le lait en poudre fortement subventionné de l'Europe, notamment sous forme de lait en poudre ré-engraissé, qui est un lait écrémé en poudre reconstitué avec des huiles végétales bon marché telles que l'huile de palme. L'Afrique représente aujourd'hui plus du tiers des exportations européennes de lait en poudre ré-engraissé. Ce produit de qualité médiocre a inondé les marchés laitiers africains, faisant des ravages parmi les laiteries et les producteurs laitiers locaux.[3]

Conformément à ses engagements en matière de climat, l'Europe doit réduire sa consommation et sa production de produits laitiers (et trouver un moyen de le faire de manière à protéger ses petits producteurs et transformateurs laitiers). Elle ne peut pas se contenter d'exporter son problème. Et, de cette manière, la consommation croissante de produits laitiers en Afrique, qui reste bien inférieure à la moyenne mondiale par habitant, peut être couverte par les exploitations laitières et les petites laiteries africaines.

[1] IFCN Top 20 Milk Processors List 2018//Liste IFCN des 20 premières entreprises laitières en 2018

[https://ifcndairy.org/wp-content/uploads/2018/09/Press-Information\\_EN\\_-Top20\\_2018.pdf](https://ifcndairy.org/wp-content/uploads/2018/09/Press-Information_EN_-Top20_2018.pdf)

[2] Selon GRAIN et l'IATP, les 12 plus grandes entreprises laitières ont émis 274 millions de tonnes de CO2 en 2017. Si l'on inclut les huit entreprises suivantes, le total dépasse facilement les émissions de GES du Nigeria, qui s'élevaient à 304 Mt d'équivalent CO2 en 2017. Voir GRAIN et l'IATP, « Émissions impossibles : comment les grandes entreprises du secteur de la viande et des produits laitiers réchauffent la planète », <https://grain.org/e/5997> et

[https://en.wikipedia.org/wiki/List\\_of\\_countries\\_by\\_greenhouse\\_gas\\_emissions](https://en.wikipedia.org/wiki/List_of_countries_by_greenhouse_gas_emissions)

[3] Fanny Pigeaud, « L'Afrique de l'Ouest consomme de plus en plus de « faux lait » européen », Mediapart, 3 juin 2019 :

<https://www.mediapart.fr/journal/international/030619/l-afrique-de-l-ouest-consomme-de-plus-en-plus-de-faux-lait-europeen>



*Une manifestation à Nairobi, au Kenya, pour protester contre la hausse des prix des denrées alimentaires. Déroulée en juillet 2011, la manifestation était organisée dans le cadre de la Unga Revolution (Révolution de la farine de maïs). Photo : AP*

Malheureusement, la plupart des gouvernements africains reprennent le même discours. Au lieu de résister, ils facilitent l'intégration de l'Afrique aux chaînes d'approvisionnement des entreprises agro-industrielles et agroalimentaires mondiales : en maintenant leurs frontières ouvertes au dumping des produits alimentaires excédentaires et des aliments ultra-transformés, en distribuant des terres fertiles pour les plantations industrielles de palmiers à huile et de canne à sucre et les cultures fourragères, et en criminalisant les pratiques des petits commerçants et des petits agriculteurs.<sup>[32]</sup> Il existe certaines exceptions encourageantes, comme au Burkina Faso où le gouvernement a récemment mis en place un décret obligeant les institutions publiques, telles que les cantines scolaires, à n'acheter que des aliments produits localement.<sup>[33]</sup> Mais une réorientation beaucoup plus profonde et complète de la politique publique par les gouvernements africains est nécessaire pour faciliter et soutenir la transition nécessaire vers la souveraineté alimentaire. Dans le tableau en annexe « Bon pour le climat - Mauvais pour le climat », nous donnons quelques exemples d'approches possibles.

Dans l'état actuel des choses, les acteurs des systèmes alimentaires africains - les éleveurs nomades et les bouchers, les agriculteurs et les vendeurs de marchés en plein air, les petits pêcheurs et les vendeurs de cuisine de rue, les ouvriers agricoles et les femmes qui préparent les aliments à la maison - vont devoir prendre les choses en main. Ils doivent s'unir de toute urgence, avec le soutien des mouvements pour la justice climatique, pour élaborer et mettre en œuvre une stratégie sur la manière de réagir aux crises climatique et alimentaire interdépendantes auxquelles l'Afrique est confrontée.

Ce processus est déjà bien engagé. Au cours des dernières années, les mouvements sociaux ruraux africains se sont structurés et réunis autour d'un certain nombre de demandes et de principes qui peuvent servir de base à une stratégie pour les systèmes alimentaires africains en cette période de crise climatique. Le Manifeste d'agroécologie paysanne de Nyéléni, par exemple, adopté par de nombreuses organisations nationales et régionales africaines de paysans et de pêcheurs en 2017, indique clairement la voie vers la souveraineté alimentaire et la résilience au changement climatique.<sup>[34]</sup> Cette stratégie est déjà mise en œuvre par des mouvements sociaux dans différentes régions de l'Afrique, sous forme de campagnes incitant à manger local ou de luttes contre l'acquisition de terres par des entreprises, ou contre l'arrivée de chaînes de supermarchés transnationales. Ce type d'actions interconnectées doivent être immédiatement mises en œuvre pour mettre fin à la dépendance de l'Afrique à l'égard des importations de produits alimentaires, faire progresser la souveraineté alimentaire et, ce faisant, lutter efficacement contre la crise climatique.

*GRAIN souhaite remercier Andrew Adem, Nyoni Ndabezinhle, Mariann Bassey, Mamadou Goïta et David Calleb Otieno pour leurs contributions à ce rapport.*

## Téléchargements

- [Rapport complet](#) [1,5 MB]
- [Annexe 1: Politiques alimentaires et agricoles favorables ou défavorables aux solutions à la crise climatique](#)
- [Annexe 2 \(en anglais\): tableau des projets industriels de culture du riz échoués](#)

Notes:

[1] Nations Unies, « Population 2030 : Demographic challenges and opportunities for sustainable development planning », 2015 :

<https://www.un.org/en/development/desa/population/publications/pdf/trends/Population2030.pdf>

[2] PNUE, « Africa's Adaptation Gap : Climate-change impacts, adaptation challenges and costs for Africa », novembre 2013 :

<https://climateanalytics.org/publications/2013/africas-adaptation-gap-climate-change-impacts-adaptation-challenges-and-costs-for-africa/>

[3] BAD, « Stratégie Nourrir l'Afrique »,

[https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Policy-Documents/Feed\\_Africa\\_-\\_Strategie-Fr.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Policy-Documents/Feed_Africa_-_Strategie-Fr.pdf)

[4] Richard Munang et Jessica Andrews, « L'Afrique face au changement climatique », AfriqueRenouveau, 2014 :

<https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/%C3%A9dition-sp%C3%A9ciale-agriculture-2014/l%E2%80%99afrique-face-au-changement-climatique>

[5] Reuters, « Kenyan police fire tear gas at food protesters », juillet 2011 :

<https://gulfnnews.com/world/oceania/kenyan-police-fire-tear-gas-at-food-protesters-1.835117>

[6] Michelle Tigchelaar et al. « Future warming increases probability of globally synchronized maize production shocks », PNAS, mai 2018 : <https://www.pnas.org/content/pnas/115/26/6644.full.pdf>

[7] Manitra A. Rakotoarisoa, Massimo lafrate et Marianna Paschali, « Why has Africa become a net food importer ? » FAO, 2011 : <http://www.fao.org/3/a-i2497e.pdf>

[8] Ibidem

[9] NEPAD, « Comprehensive Africa Agriculture Development Programme » (« Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine »), novembre 2002 :

<http://www.fao.org/3/y6831e/y6831e00.htm#TopOfPage>

[10] Voir la Déclaration de Maputo :

<https://www.nepad.org/caadp/publication/au-2003-maputo-declaration-agriculture-and-food-security> ; et NEPAD, « Comprehensive Africa Agriculture Development Programme », novembre 2002 :

<http://www.fao.org/3/y6831e/y6831e00.htm#TopOfPage>

[11] En 2010, seuls huit gouvernements africains avaient atteint l'engagement de 10 % et, comme le notait ActionAid, l'objectif politique primordial était de soutenir le secteur agroalimentaire et non les besoins réels des agriculteurs africains. Voir ActionAid, « Fair shares: is CAADP working ? » mai 2013 :

[https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/fair\\_shares\\_caadp\\_report.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/fair_shares_caadp_report.pdf)

[12] L'Afrique n'était pas la seule à manifester un regain d'intérêt pour l'autosuffisance alimentaire. Voir Jennifer Clapp, « Food self-sufficiency : Making sense of it, and when it makes sense », Food Policy, janvier 2017 : <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2016.12.001>

[13] GRAIN, « Les habits neufs du colonialisme : Les accords de partenariat économique entre l'UE et l'Afrique », août 2017 :

<https://www.grain.org/article/entries/5778-les-habits-neufs-du-colonialisme-les-accords-de-partenariat-economique-entre-l-ue-et-l-afrique>

[14] Voir par exemple, Laurence Caramel, « Pourquoi la France s'est retirée de la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire », décembre 2018 : <https://www.farmlandgrab.org/27856>

[15] Voir GRAIN, Tableau 2. Projets industriels de culture du riz échoués en Afrique (disponible en anglais) <https://bit.ly/2Y5Ayjo>

[16] Voir Florence Brondeau. « The Office du Niger : an Agropole project for food security in Mali ? », *Cybergeo : Revue européenne de géographie / European journal of geography*, UMR 8504 :

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01925413/document>

[17] Conversation avec Mamadou Goïta, mai 2019.

[18] Ahmed Farouk Ghoneim, « The Political Economy of Food Price Policy in Egypt », 2014 :

DOI:10.1093/acprof:oso/9780198718574.003.0012

[19] Il convient toutefois de noter qu'en 2018, le gouvernement du président égyptien Abdel Fatah el-Sisi a réduit de plus de la moitié la superficie affectée à la production de riz sur le territoire national et a ensuite approuvé l'importation de riz. Voir : Eric Knecht et Maha El Dahan, « Egypt's rice farmers see rough times downstream of new Nile mega-dam », Reuters, avril 2018 :

<https://www.reuters.com/article/us-egypt-rice-insight/egypts-rice-farmers-see-rough-times-downstream-of-new-nile-mega-dam-idUSKBN1HU100>

[20] GRAIN, « Accaparement mondial des terres agricoles en 2016 : ampleur et impact? » juin 2016 :

<https://www.grain.org/fr/article/5508-accaparement-mondial-des-terres-agricoles-en-2016-ampleur-et-impact>

[21] Voir les différents rapports de pays de l'Indice africain de l'accès aux semences (The African Seed Access Index) : <https://tasai.org/publications>.

[22] Voir GRAIN et AFSA, « Les vrais producteurs de semences : les petits producteurs sauvegardent, utilisent, partagent et améliorent la diversité semencière des cultures qui nourrissent l'Afrique », septembre 2018 :

<https://www.grain.org/fr/article/6045-les-vrais-producteurs-de-semences-les-petits-producteurs-sauvegardent-utilisent-partagent-et-ameliorent-la-diversite-semenciere-des-cultures-qui-nourrissent-l-afrique> et

GRAIN et AFSA, « Remise en cause des lois foncières et semencières : qui tire les ficelles des changements en Afrique ? », janvier 2015 :

<https://www.grain.org/fr/article/5122-remise-en-cause-des-lois-foncieres-et-semencieres-qui-tire-les-ficelles-des-changements-en-afrique>

[23] Pour plus d'informations et découvrir la passionnante histoire de ce programme de subventions du Malawi et des réactions des agriculteurs, voir : Timothy A. Wise, *Eating Tomorrow : Agribusiness, Family Farmers, and the Battle for the Future of Food*, 2019 : <https://thenewpress.com/books/eating-tomorrow>

[24] FAO, « Smallholders and family farmers », 2012 :

[http://www.fao.org/fileadmin/templates/nr/sustainability\\_pathways/docs/Factsheet\\_SMALLHOLDERS.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/templates/nr/sustainability_pathways/docs/Factsheet_SMALLHOLDERS.pdf)

[25] GRAIN, « Supermarchés, dégagez de l'Afrique ! Les systèmes alimentaires du continent se débrouillent très bien sans eux », novembre 2018 :

<https://grain.org/fr/article/6064-supermarches-degagez-de-l-afrique-les-systemes-alimentaires-du-continent-se-debrouillent-tres-bien-sans-eux>

[26] Bee Wilson, « Good enough to eat? The toxic truth about modern food », Guardian, mars 2019 :

<https://www.theguardian.com/books/2019/mar/16/snack-attacks-the-toxic-truth-about-the-way-we-eat>

[27] GRAIN, « Supermarchés, dégagez de l'Afrique ! Les systèmes alimentaires du continent se débrouillent très bien sans eux », novembre 2018 :

<https://grain.org/fr/article/6064-supermarches-degagez-de-l-afrique-les-systemes-alimentaires-du-continent-se-debrouillent-tres-bien-sans-eux>

[28] LVC-SEAF et Afrika Kontakt, « L'agroécologie paysanne réalise la justice climatique : un guide d'introduction », mai 2018 :

[https://viacampesina.org/en/wp-content/uploads/sites/2/2018/05/primer\\_french\\_print.pdf](https://viacampesina.org/en/wp-content/uploads/sites/2/2018/05/primer_french_print.pdf)

[29] Groupe d'experts intergouvernemental (2014) Changement climatique 2014 : Impacts, adaptation et vulnérabilité.

[30] Sur la perte de la biodiversité et la déforestation, voir Greenpeace, « Countdown to extinction : What will it take to get companies to act ? », juin 2019 :

[https://storage.googleapis.com/planet4-international-stateless/2019/06/2beb7b30-gp\\_countdown\\_to\\_extinction\\_2019.pdf](https://storage.googleapis.com/planet4-international-stateless/2019/06/2beb7b30-gp_countdown_to_extinction_2019.pdf). Sur les émissions de GES, voir GRAIN « Alimentation et changement climatique, le lien oublié », 28 septembre 2011.

<http://www.grain.org/fr/article/entries/4363-alimentation-et-changement-climatique-le-lien-oublie>



[31] Groupe de travail de la CE sur l'Afrique rurale, « Un agenda Afrique-Europe pour la transformation rurale », mars 2019 :

[https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/food-farming-fisheries/farming/documents/report-tfra\\_mar2019\\_fr.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/food-farming-fisheries/farming/documents/report-tfra_mar2019_fr.pdf)

[32] Les réglementations proposées par le gouvernement kényan sur les cultures (cultures vivrières) en fournissent un exemple. Voir Graham Kajilwa et Michael Chepkwony, « Farmers, traders at a loss as State moots punitive rules », mars 2019 :

<https://www.standardmedia.co.ke/business/article/2001318765/state-introduces-punitive-regulations-for-farmers>

[33] Voir ROPPA et al., « La bataille de consommation locale en Afrique de l'Ouest », janvier 2019 :

<https://www.alimenterre.org/system/files/2019-01/batailles-consommer-local-pp-bd.pdf>

[34] Voir <https://africaconvergence.net/spip.php?article51>

La source originale de cet article est [Grain.org](https://grain.org)

Copyright © [Grain](https://grain.org), [Grain.org](https://grain.org), 2019

---

Articles Par : [Grain](https://grain.org)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](https://mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](https://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](https://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)